Chère lectrice, cher lecteur

Autor(en): **Jeannerat, Renaud**

Objekttyp: **Preface**

Zeitschrift: **Energie extra**

Band (Jahr): **- (2003)**

Heft 4

PDF erstellt am: **30.04.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

energie extra 4.03

Informations
de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN)
et de SuisseEnergie

Août 2003

ÉDITORIAL

Chère lectrice, cher lecteur,

«L'échec provient plus souvent d'un manque d'énergie que d'un manque d'argent», prétendait le politicien américain Daniel Webster. L'énergie reste le moteur du progrès et de la prospérité. Bien qu'omniprésente, elle reste un des enjeux cruciaux de demain. Les chocs pétroliers des années 70 et la prise de conscience des changements climatiques, initiée à Rio en 1992, ont convaincu la plupart des pays de la nécessité d'une planification énergétique dans le sens du développement durable.

Pour les pays en voie de développement, les problèmes énergétiques sont aussi importants que l'accès à l'alimentation et à l'eau. Et le fossé entre pays nantis et pays pauvres n'est pas prêt de se combler. En 1980, l'Helvète moyen consommait en quatre jours l'électricité qu'un habitant d'un pays les moins avancés consommait en un an. Malgré les beaux discours, vingt ans plus tard, cette durée est de trois jours.

Pourtant, les bonnes volontés de changer les choses ne manquent pas. Découvrez dans la présente édition ***d'energie extra*** *quelle est l'approche énergétique de la Confédération en matière de coopération au développement. Elle montre à quel point le mariage entre écologie et économie est à la fois complexe et subtil, mais surtout essentiel. Il faut des talents de rassembleur pour que l'énergie soit source de progrès et pas nerf de la guerre.*

Bonne lecture.

Renaud Jeannerat
Rédacteur d'energie extra

Au sommaire:

3 Meinrad K. Eberle nous parle d'une stratégie énergétique globale

6 Exemples de projets d'aide au développement dans le domaine de l'énergie

10 Le professeur John Richard Thome présente la recherche énergétique à l'EPFL

11 L'avenir de *SuisseEnergie* en tenant compte des coupes budgétaires fédérales.

Défi global

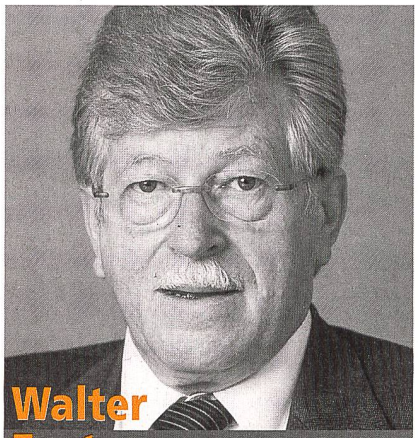
Privés de tout accès aux agents énergétiques modernes, deux milliards d'êtres humains doivent se contenter de sources d'énergie traditionnelles, en particulier de la biomasse (bois, engrais), dont le lourd travail de collecte et de conditionnement incombe souvent aux femmes et aux enfants. Les ménages, mais surtout l'activité industrielle et le secteur des services occupent la tête des besoins énergétiques. Un approvisionnement efficace et sûr est donc indispensable à tout développement économique et social.

Or, les pays du Sud sont confrontés à un double défi: d'une part ils ont un urgent besoin d'accéder à des services énergétiques modernes pour réaliser leurs objectifs de développement, d'autre part ils doivent utiliser – selon la conception des pays du Nord – dans la mesure du possible des énergies renouvelables; celles-ci constituent en effet le seul moyen pour parer les bouleversements climatiques, le rétrécissement de la couche d'ozone ou les abus de l'exploitation forestière: comme si rattraper le retard en matière de développement et mettre en place une économie énergétique moderne ne constituaient pas déjà pour le Sud des tâches suffisamment complexes!

Obstacles. Toutefois, la commercialisation rapide de sources d'énergie renouvelables et l'utilisation plus rationnelle de l'énergie dans les pays en développement sont confrontées à de gros obstacles. De nombreux pays du Sud se caractérisent par l'absence de savoir-faire, par des coûts d'investissement excessivement élevés pour les systèmes basés sur l'énergie solaire, hydraulique ou éolienne ou la biomasse et par un contexte légal et institutionnel peu favorable. Devant ces énormes défis, la politique consistant «d'abord à s'enrichir (à l'aide d'énergies fossiles) avant de protéger le climat», revendiquée par maints représentants du Sud, est tout à fait compréhensible, mais n'est pas tenable dans la durée pour ces pays comme pour nous-mêmes.

Bien entendu, la coopération au développement contribue à diminuer ces obstacles et tente de soutenir les partenaires du Sud par le transfert de technologie, la préparation de capacités locales ou la mise sur pied de projets pilotes et de démonstration. La DDC se fonde à cet égard sur les besoins de la population la plus pauvre, qui souffre surtout de l'insuffisance de l'approvisionnement énergétique ou subit les répercussions de technologies énergétiques nuisibles à la santé et polluantes. Dans chaque cas, les mesures prises par la DDC sont axées sur des solutions économiques que les partenaires pourront diffuser de manière autonome.

Une chose est cependant claire: aussi longtemps que le Nord ne parviendra pas à orienter son économie énergétique vers le développement durable et à réduire sa consommation d'agents énergétiques fossiles, le Sud aura des difficultés à réaliser sa percée vers des systèmes basés sur les énergies renouvelables. Les pays industrialisés déterminent dans une large mesure les systèmes énergétiques qui sont commercialisés ainsi que le zèle dont font preuve les consommateurs pour économiser l'énergie destinée aux ménages, aux transports et à l'industrie. Forte de la connaissance de cette interdépendance globale des systèmes énergétiques modernes, la coopération au développement apportera plutôt son soutien aux initiatives visant à accroître la collaboration avec le secteur privé. Celui-ci joue en effet un rôle croissant dans le secteur énergétique et son concours est indispensable pour relever le défi global auquel nous sommes confrontés.



Walter Fust

... est à la tête de la Direction du développement et de la coopération:
«La coopération au développement apportera plutôt son soutien aux initiatives visant à accroître la collaboration avec le secteur privé.»

Walter Fust
Directeur de la DDC

suisse énergie